Que s'est-il dit à la Convention les 15, 16 et 17 pluviôse an II ? Ou lorsque la naissance de la citoyenneté universelle provoque l'invention du « crime de lèse-humanité »

Pierre Serna

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/1208>

DOI : 10.4000/lrf.1208

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Référence électronique

Pierre Serna, « Que s'est-il dit à la Convention les 15, 16 et 17 pluviôse an II ? Ou lorsque la naissance de la citoyenneté universelle provoque l'invention du « crime de lèse-humanité » », *La Révolution française* [En ligne], 7 | 2014, mis en ligne le 03 février 2015, consulté le 14 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/1208> ; DOI : 10.4000/lrf.1208

Ce document a été généré automatiquement le 14 février 2020.

© La Révolution française

Que s'est-il dit à la Convention les 15, 16 et 17 pluviôse an II ? Ou lorsque la naissance de la citoyenneté universelle provoque l'invention du « crime de lèse-humanité »

Pierre Serna

- 1 L'histoire est autant le fruit du contexte dans lequel elle se construit que la compilation savante et analytique des faits réellement passés. Il fallut attendre le livre de Robert Palmer pour réaliser l'importance du discours de Robespierre prononcé le 17 pluviôse an II (5 février 1794), sur la philosophie du gouvernement révolutionnaire articulé autour des notions de vertu justice et terreur, désormais central dans la compréhension de l'incorruptible alors que ce moment d'éloquence avait été délaissé par Mathiez, Jaurès ou Lefebvre¹. De même, depuis quelques années et de façon heureuse, l'histoire de la France coloniale a pris enfin toute la place qui lui revenait dans l'historiographie de la Révolution². Alors que de nombreux manuels ou précis ayant fait longtemps autorité n'ont pas, ou fort peu, développé l'importance du 16 pluviôse, date du décret d'abolition de l'esclavage, il semble désormais impossible d'écrire une histoire de la Révolution sans consacrer une place idoine aux soulèvements dans les îles sucrières et plus particulièrement aux révoltes d'esclaves à Saint-Domingue, cœur d'une authentique Révolution avec la naissance d'un Etat, Haïti, dont la douloureuse genèse s'étend entre 1791 et 1804³.
- 2 Les amateurs d'histoire de la Révolution française ont donc conscience de l'importance de ces deux journées des 4 et 5 février 1794 qui virent coup sur coup deux événements importants avec l'abolition de l'esclavage et la définition de la politique engagée par le Comité de Salut avec l'aval de la Convention⁴. Le chantier ré-ouvert de l'histoire offre

des opportunités de recherches importantes, soit pour découvrir de nouvelles archives, soit pour mettre en valeur des archives publiées mais jusque-là non lues dans la perspective de ce champ, quelque peu délaissées ou considérées à ce point comme évidentes qu'elles ne sont pas commentées, alors qu'elles offrent des gisements de découvertes encore à explorer, ainsi du *Moniteur*, ou des Archives Parlementaires et désormais de la Collection Baudoin, numérisée dans le cadre d'un projet financé par l'ANR et construit au sein de l'IHRF, en partenariat avec les Archives Nationales et le laboratoire de l'Université de Chicago, « American and French Research on the Treasury of the French Language (ARTFL) et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

- 3 En effet, si de nombreux historiens ont commenté le décret d'abolition de l'esclavage et la discussion qui l'a entourée, très peu d'entre eux ont étudié de façon précise le long discours du député Dufay de Saint-Domingue qui précède la discussion et provoque l'adoption du décret⁵. Il est revenu en effet à un inconnu de l'histoire, un héros de quelques heures, un protagoniste d'un jour, d'avoir prononcé ce discours, dont le lecteur peut se demander légitimement si c'est bien lui qui l'a rédigé tant son œuvre par la suite fut maigre, et son existence comme à contre sens de cette longue et superbe envolée contre la servitude humaine⁶.
- 4 Le but de cet article consiste donc à rouvrir le dossier des 15, 16 et 17 pluviôse à partir des débats à la Convention pour saisir la radicale nouveauté de ce qui s'est dit, car si l'abolition de l'esclavage fut évidemment proposée, deux autres événements consubstantiels à ce décret furent inventés : la citoyenneté universelle et l'accouchement dans la discussion du concept de « crime de lèse-humanité⁷. » Cet article se propose de remettre en valeur, la lecture exhaustive de documents connus tels les *Archives Parlementaires* encore en cours d'édition, des journaux principaux couplés à la nouvelle base de données sur la loi en Révolution, « Rév-loi », présentant les 20047 décrets votés par les trois premières assemblées de députés de 1789 à 1795, permettant, *in fine* de l'article, une troisième « trouvaille » non citée par les spécialistes de l'histoire de la colonisation, le décret renvoyé et confirmé par le Comité de Salut Public le 22 germinal an II (11 avril 1794)⁸.

I. Le 15 pluviôse an II, que s'est-il fait à la Convention ?

- 5 Après un périple de plusieurs mois, non sans péripéties dangereuses, les trois hommes élus pour être députés de la colonie de Saint-Domingue, Dufay, Mills et Belley, parviennent à Paris. Ils ont été élus le 22 septembre 1793, ont quitté l'île tropicale pour rejoindre Philadelphie où un comité d'accueil hostile, composé d'émigrés contre-révolutionnaires, de colons réfugiés après la révolte de leurs anciens esclaves, les attend et tente de faire un mauvais sort au député noir, que seul le sang-froid et le sens de la répartition sauve.
- 6 Les députés parviennent à reprendre la mer pour débarquer à Brest où leur présence, suspecte pour ceux qui défendent les intérêts des planteurs, est de suite dénoncée par courrier à Paris⁹. Prévenus de leur arrivée, les membres du groupe de pression en faveur des colons, composés en autres de Page et Brulley, défenseurs de la cause des esclavagistes et gravitant autour des comités, font pression, notamment sur Amar du comité de sûreté générale, pour qu'ils soient décrétés d'arrestation, le 24 janvier 1794¹⁰. Le même jour, la députation a été reçue par le Comité de Salut Public, et l'a

impressionné favorablement¹¹. Pourtant, le 26 janvier, un mandat d'arrêt nocturne partant du comité de sûreté générale, intime l'ordre de mettre sous les fers, à la prison Saint-Lazare, les trois hommes Dufay, Mills et Belley¹². La nouvelle s'ébruite et il ne manque pas d'avocats dans Paris, parmi les hommes qui refusent de les considérer comme des fédéralistes, des fauteurs de troubles, ou pire des contre-révolutionnaires dissimulés. C'est par l'intervention de Montaut et de Danton que leur sort devient public. Barrère a compris la manœuvre lorsque Page et Brulley demandent à le rencontrer. Il les tance vertement, et malgré l'indignation de Amar, triste sire dans cette affaire, les trois députés sont libérés le 3 février dans l'après-midi, alors que les colons espéraient un passage direct au tribunal révolutionnaire. Sans perdre de temps, les trois élus de la nation se présentent finalement, comme le leur autorise leur mandat, devant la Convention, le 15 pluviôse an II. La Convention vérifie tout d'abord la validité de leur élection, confirme sa légalité et admet la délégation tricolore de la province du Nord de Saint-Domingue. Le président leur propose de se réunir le lendemain afin de permettre la publicisation de leur intervention durant la soirée.

- 7 De cette première série de faits, il apparaît concrètement qu'une partie non négligeable de l'appareil de gouvernement de l'an II dans les départements, au cœur du second comité le plus important, n'accueille pas les députés comme des héros, symboles de l'élection démocratique en terre coloniale. Le soupçon pèse sur eux, voire la volonté de les éliminer ou de les faire taire. Les faits authentiquement agencés, éloignent d'une mythographie faisant de la délégation coloniale, la manifestation du genre humain que les avocats de la Montagne attendent pour concrétiser la libération du nouveau monde en traduisant dans la loi, le droit naturel des hommes en servitude¹³. Le second constat n'est pas moins important. Dans un périmètre de quelques centaines de mètres carrés, comment les membres du Comité de Salut Public et Robespierre, tout particulièrement à la pointe du combat pour la l'égalité des libres de couleur au printemps 1791, n'ont-ils pas été davantage vigilants sur cet événement d'importance, laissant l'initiative à Danton ? Pourquoi Robespierre ou d'autres hommes proches de lui, ne se trouvent-ils pas dans la salle de la Convention le 16 pluviôse pour ce qui s'annonce comme un grand jour et n'interviennent-ils pas, demeurant dans un silence qui interroge ? Pourquoi sont-ce les députés proches de Danton qui semblent avoir pris l'initiative et soutenir les trois nouvelles couleurs du drapeau français, brun, blanc, noir ?

II. Le 16 pluviôse an II, que s'est-il dit à la Convention ?

- 8 Ce jour-là c'est Vadier, membre du Comité de Sûreté Générale qui est président de la Convention. Il n'est pas inutile de planter le décor et de demeurer attentif à l'économie des prises de parole, jusqu'à ce que Dufay prononce son discours. Comme de coutume, la séance s'avère habituelle et extraordinaire à la fois, comme tant d'autres séances de cette législature entre septembre 1792 et octobre 1795.
- 9 La question de la guerre est omniprésente, quotidienne comme de raison, mais aussi le projet d'édification de la République, central, comme horizon d'idéalité demandant un travail acharné.
- 10 De façon classique pour les lecteurs des *Archives parlementaires*, les députés commencent par entendre les extraits des correspondances choisies, ce jour-là la liste des offrandes faites à la République par un particulier, le remplacement du député Chevalier, de la Sarthe par Lehaut, la plainte du célèbre Franconi, inventeur en France du cirque

équestre, dont l'école d'équitation a été ravagée par les bombardements de Commune-Affranchie¹⁴. Plus qu'une routine lassante, il y a là la démonstration d'une démocratie participative où le plus modeste des dons se voit pris en considération, respecté et mis à l'honneur par la représentation nationale, rappelant aux mandants la dépendance dans laquelle ils sont de l'élan populaire et de son investissement pour l'effort qu'ils ont le devoir de diriger avec probité vers la victoire.

- 11 Après cette longue énumération des dons patriotiques, vient à proprement parler le travail législatif. Il n'est pas anodin d'apprendre qu'un long rapport est prononcé par Jean Bon Saint-André au nom du Comité de Salut Public, présentant une réforme complète de la marine républicaine et se terminant par la proposition d'un « décret de police d'embarcation et de débarcation (*sic*) », qui résume une refonte complète de la surveillance des ports, de l'organisation des équipages, des conditions d'enrôlement sur les vaisseaux de la République, et de la formation d'une nouvelle génération de marins parmi lesquels il faut d'urgence détecter les talents pour remplacer les officiers de la royale ayant déserté et émigré massivement¹⁵. Il s'agit de former des marins éduqués et de repérer ceux d'entre eux qui seront assez doués pour l'art de la navigation propose¹⁶. Jeanbon-Saint-André commence déjà la préparation de la bataille du mois de Prairial suivant¹⁷. Le plan exposé par l'ancien pasteur et commandant de marine marchande, devenu député, consiste à contrôler toutes les denrées qui entrent sur le territoire. La responsabilité des officiers de marine civils et militaires est engagée, concernant les chargements de tous les vaisseaux¹⁸. La Convention fonde une marine républicaine sur les ruines de la Royale, consciente qu'une partie importante de la géopolitique révolutionnaire se joue sur l'Atlantique¹⁹.
- 12 Ainsi le contexte clairement posé sert à mieux comprendre l'intervention de Dufay qui se lie de façon logique à cette volonté politique de construire une politique maritime. La France n'a pas abandonné l'Atlantique. Toulon vient d'être repris aux anglais le 22 décembre. La marine républicaine peut et doit être armée. Le salut de la nation se trouve de l'autre côté de l'Atlantique, là où se trouvent les richesses indispensables pour le commerce de la République (sucre et café), là où se trouvent les subsistances vitales à la survie de la France (céréales américaines). La récolte de 1793 a été mauvaise, les prix sont impossibles à contenir malgré la politique du maximum sur les grains. Le marché noir mine la politique du Comité de Salut Public et les spéculateurs introduisent la corruption partout, au moment où la vertu, en vain, est construite en éthique nationale et paravent de la réalité de l'économie parallèle qui sévit partout en France²⁰. Depuis quelques semaines ont été envoyés des émissaires aux Etats-Unis pour acheter, à prix d'or, un convoi de céréales qu'il va falloir protéger. La France ne peut plus se passer des produits qui viennent de ses colonies qui constituaient près de 33 % de son commerce avant 1789, irriguant de multiples richesses la façade atlantique, assurant la prospérité de ses ports de Bayonne à Dunkerque, sans même évoquer l'hinterland du commerce colonial ressenti depuis Lyon, jusqu'à Toulouse, sans oublier Paris²¹. La situation est dramatique : il faut se délivrer du blocus anglais et porter son effort sur la marine républicaine. Le contexte Atlantique et sa gravité sont donc évidents à tout un chacun, avant le grand discours concernant Saint-Domingue.
- 13 Juste avant que Dufay ne prenne la parole, un fait divers courant mais révélateur, vient ponctuer la séance. Bourdon de l'Oise qui reprendra la parole plus tard, raconte qu'il vient d'être témoin d'un acte de bravoure simple. Des bateliers ont sauvé de la noyade un citoyen et « l'un d'eux s'est déshabillé pour lui donner ses habits. » Ils ont refusé

toute forme d'argent pour récompense pour cet « acte d'humanité. » Le lecteur est loin des citoyens à « quarante sols. » Leur mérite consiste à voir leurs noms propres cités et leur action généreuse consignée au procès-verbal²². La vertu du sans-culotte est naturelle et désintéressée, ce qui en fait la valeur citoyenne et garantit son exemplarité civique. Générosité, courage simple, valeur des plus humbles, sacrifice pour sauver son égal, constituent les valeurs cardinales que le petit peuple de Paris manifeste, en toute sincérité, sans avoir besoin de développement théorique, spontanément, passé de l'état de sujet à celui de citoyen, et en comprenant les impératifs civiques. Comme d'autres personnes à libérer de l'autre côté de l'Atlantique, à sauver de la noyade humaine dans lequel les a plongé un océan de servitude²³... Les députés sont prêts désormais à entendre le discours de Dufay.

- ¹⁴ Le discours est fort long. Il occupe 8 pages, soit 16 colonnes des *Archives parlementaires*. Il aboutit au décret d'abolition de l'esclavage... qu'à aucun moment Dufay ne demande de façon explicite. Le discours se révèle fascinant à lire et à décortiquer. Dufay prononce une diatribe à contre-courant de ce que le lecteur pourrait espérer. L'auteur se livre à une stratégie inversée, ce qui rend sa rhétorique difficile à saisir d'abord, puis passionnante à démêler et interroge enfin sur l'identité de l'orateur jusqu'il y a peu, mal connu²⁴. Né en 1752, issu d'un honorable marchand fripier, bourgeois de Paris, il décide après le décès de celui-ci de vendre sa maison rue de Montédour afin de satisfaire aux créanciers. Il réapparaît dans son acte de mariage dans la paroisse de Grande Rivière le 29 mai 1780 et se déclare alors, « écuyer, officier au régiment du Cap, fils majeur et légitime de Pierre Dufay de la Tour, écuyer », (redevenant parfaitement roturier dans l'interrogatoire du fils en janvier 1794, lorsque les temps ont changé). Louis Pierre Dufay vient de faire un mariage avantageux avec Catherine Thérèse Jolly qui possède une sucrerie, poterie et cafétéria à la Grande Rivière. Entre mondanité, visites, Dufay s'intéresse à la gestion de la plantation sucrière estimée à 778 840 livres en 1782 et qui possède 141 esclaves comme il le déclarera en l'an IV lors de sa déclaration de fortune²⁵. Dans ces conditions Dufay aura beau jeu de soutenir qu'il n'a jamais possédé d'esclaves : c'est vrai, sa femme les faisait travailler pour sa vie de loisir. Il est également juste de signaler qu'il se sépare rapidement de son épouse, et sur le point de s'en retourner en métropole en 1785. Il ne revient qu'en 1791 à Saint-Domingue²⁶. Membre du club de Massiac mais aussi membre des Jacobins, il s'engage dans la Révolution mais à ce jour, aucun document ne permet de définir avec précision sa position quant à l'esclavage, ne laissant aucune trace de son point de vue par exemple lors du débat important du printemps 1791²⁷. Lors de son retour à Saint-Domingue, il est nommé inspecteur des frontières entre la France et l'Espagne, par les députés et commissaire Sonthonax et Rochambeau, avec un appointement de 24 000 livres, avant de devenir chef du dépôt du greffe du Cap, ce qui lui a permis sans doute d'assister en témoin aux événements qu'il décrit devant la Convention. Au travers de ses bribes de biographie, Dufay disparaît comme tant d'autres protagonistes ou semi-protagonistes de la décennie : « un mutant social » pour reprendre l'heureuse expression de Colin Lucas reprise par Timothy Tackett²⁸. Sur le bord de la noblesse en 1780, et prétendant au titre d'écuyer, il revendique ses origines bourgeoises parisiennes en 1794 : rien que de très banal. Dufay est capable de saisir l'opportunité que la recomposition complète du champ social et politique lui permet, sans préjuger de ses réelles convictions et de sa sincère adhésion aux thèses de l'abolition de l'esclavage, au fur et à mesure des événements. Sa posture semble relever davantage d'une nécessité

politique et somme toute efficace, plus que de l'affirmation d'un projet idéologique, hypothèse qui ne tient pas devant les faits.

- 15 Aucun vent de l'histoire ne semble souffler sur la Convention. Bien au contraire, au ton introductif de Dufay, il semble au contraire que rien n'est joué quand il prend la parole. Une partie non négligeable du texte développe une rhétorique de l'excuse, une parole de la justification, une prudence dans l'énoncé, une recherche constante de légitimation pour ce qui a été fait quelques mois plus tôt au Cap puis dans tout l'espace de Saint-Domingue, sans l'aval de la Convention nationale, soit dans un premier temps, la déclaration de la liberté complète pour les esclaves du Cap le 21 juin. A l'ouest et au sud, Polverel procède en plusieurs étapes, prononçant plusieurs déclarations d'affranchissement de tous les esclaves, de tous les cultivateurs fidèles, de tous les Africains et Africaines « et descendants d'Africains, de tous ceux qui allaient arriver dans la colonie » ou « y naître dans l'avenir²⁹. » Il proclame l'affranchissement de tous les Noirs à Port au Prince le 4 septembre, le 10 septembre dans la Province de l'Ouest, le 21 septembre dans la Province du Sud, aux Cayes le 7 octobre³⁰. Entre temps, la proclamation de la Liberté générale, soit l'abolition de l'esclavage par affranchissement de tous les noirs, fut proclamé le 29 août par les deux commissaires de la métropole présents, opérant un tournant dans l'histoire de l'Amérique. C'est pourtant à reculons que Dufay annonce, après des explications infinies mais nécessaires, que l'on n'a pu faire autrement que de rendre la liberté aux anciens esclaves. Tout le contraire d'une phraséologie de combat, sûre de son fait, convaincue de porter les droits de l'homme de façon universelle. Dufay doit argumenter et convaincre les députés de la Convention que la liberté était un pis-aller inéluctable, que la libération des noirs n'avait été qu'une ultime concession sur place, impossible à refuser, à moins de perdre définitivement la colonie.
- 16 Revenons au récit donc de Dufay pour comprendre cette rhétorique sur laquelle aucun historien n'a vraiment insisté et pour cause. Les grands axes de l'avancée démonstrative de Dufay doivent être exposés afin de saisir les enjeux du contexte et de la prudence de l'orateur. Il faut, pour une majorité de députés, largement ignorants de la situation précise des îles antillaises, retracer les faits tels qu'ils se déroulent depuis 1790, puis détailler le contexte depuis le printemps 1793. Dufay doit savoir également que de nombreux représentants imaginent qu'une autre Vendée se développe à Saint-Domingue. Des esclaves noirs seraient manipulés par les colons en sécession ouverte contre la République. Dans ce cas de figure, nulle compassion n'est à attendre des députés qui voient dans ces noirs des soldats de la Contre-révolution, dont certains sont passés à l'ennemi, comme ces esclaves qui combattaient avec les anglais contre les américains lors de la Guerre d'Indépendance Américaine³¹. Dufay doit relever un autre défi. Comment accorder autorité et légitimité à des décrets pris par deux députés dont le nom n'est jamais prononcé, noms tabous tout au long de la prise de parole. Sonthonax et Polverel, les deux hommes dont il est question, ont été décrétés hors la loi, pour girondisme, depuis le 16 juillet 1793³². Ce jour-là, Levasseur, secrétaire, lit une lettre qui les présente comme des traîtres fauteurs de troubles. Bréard demande un décret d'accusation contre eux à faire passer sans délai au Comité de Salut Public. Enfin Billaud-Varenne appuie et rédige le décret, les deux hommes étant des « créatures et les agents des Brissot des Clavière³³. » Le fait qu'ils aient décrété la liberté générale, non seulement ne sert pas à les couvrir d'une gloire émancipatrice mais contribue au contraire à les faire soupçonner d'avoir voulu provoquer ainsi la révolte fédéraliste dans les îles. Dufay connaît fort bien les moyens de pression du groupe des planteurs

qui défendent une double posture pouvant paraître paradoxale mais point impossible à tenir dans le contexte brouillé du début de l'année 1794 : républicains sincères à Paris, par opportunisme, par imitation américaine ou par conviction, et esclavagistes de l'autre côté de l'Atlantique... Comme d'autres républicains américains.

- 17 La tâche s'avère donc autant redoutable que risquée pour l'orateur. Il lui faut déconstruire un écheveau d'une complexité extrême, remettre en place tous les éléments historiques, économiques, sociaux, politiques qui expliquent l'extrême confusion de la situation de Saint-Domingue, et tout en décrivant une situation inextricable, trouver des angles d'attaque simples comme dans toute rhétorique politique, afin d'emporter l'adhésion de son auditoire.
- 18 Avisé, Dufay choisit un fil directeur aisé à comprendre, qu'il tisse en trois écheveaux : le combat sans quartier entre le général Galbaud et les deux députés innommables de la nation, la lutte sans pitié entre les colons blancs et les hommes de couleur, le conflit au dernier sang entre les planteurs émigrés et les Noirs. Ces trois niveaux de combat expliquent avec facilité, à ceux qui connaissent peu ou mal la situation, les enjeux de la lutte entre contre-révolutionnaires et républicains sachant que ceux que l'on pense être les partisans de la France sont ses ennemis et ceux que l'on prend pour des traîtres à la patrie sont ses plus fidèles soutiens. Ceux qui se font passer pour des républicains ne le sont pas, ceux que l'on soupçonne d'être passés à l'ennemi sont les authentiques citoyens de la République. Comment parvenir à convaincre les Conventionnels que les Noirs sont non seulement des patriotes fiables mais surtout les plus fidèles soutiens et le seul appui de la Convention à Saint-Domingue ?
- 19 Dufay revient fort longuement sur l'enchaînement des faits entre avril et août 1793, sans lequel son auditoire ne peut comprendre l'inéluctabilité des décisions qui ont été prises. Ainsi la trahison de Galbaud se voit longuement décrite et mise en parallèle illustratif avec celle de Dumouriez³⁴. Les deux personnages, animés par la même logique, motivés par le même complot visant à livrer la France à ses ennemis, autrichiens en Europe et anglais aux Antilles, ont œuvré d'un commun accord au même moment. Ce qui a perdu la France en mars-avril 1793, fut répété sous les tropiques. Galbaud est le personnage détesté jusqu'à ce que son portrait type soit délivré en fin de discours, après qu'il ait été cité 18 fois – soit le personnage le plus nommé – car il doit incarner dans la stratégie discursive, tout ce que combat la députation républicaine, l'Ancien régime corrompu, l'aristocratie masquée sous les couleurs du patriotisme. Cette description correspond au débat tenu à ce moment même aux jacobins épurant les nobles infiltrés. Chacun sur les bancs de la Convention doit connaître la rhétorique de Robespierre décidé à démasquer tous les bien-nés cachés dans les institutions de la République³⁵. L'argument est bien choisi et le portrait efficace :

« Que tous les français se réveillent donc de leur léthargie ; qu'ils ouvrent enfin les yeux sur ces colons perfides, sur les serpents qu'ils réchauffent dans leur sein. Jamais les Anglais n'ont eu dans l'intérieur de la France des agents plus fidèles ni plus dangereux pour nous. Ne sait-on pas que tous les colons sont nobles, très nobles, haut et puissant seigneurs, liés avec tous nos ennemis, émigrés et autres ; qu'ils ont à Londres, Malouet, Vaudreuil, Lameth et peut-être deux mille colons comme eux, de plus riches et des plus animés contre vous... D'ailleurs on ne peut douter que Galbaud ne fut le complice des colons, leur adjoint, leur ami, leur créature ; il était noble comme eux, fils d'un ancien conseiller du Port au Prince, fils de colon, colon lui-même, envoyé par Périgny qui était colon, fils et neveu de Colon, et de plus de l'ancienne marine royale. Leur silence sur les officiers de la marine

dont les chefs à Saint-Domingue étaient tous de l'ancienne marine royale ne prouve-t-il pas d'une manière évidente leur coalition et leur perfidie³⁶ ?

- 20 Le portrait à charge se poursuit dans la construction d'une figure repoussoir perceptible dans la langue des législateurs de l'hiver 1794. Il a voulu servir l'orgueil de maîtres blancs, qui avait commis le crime de lèse-nation de demeurer réunis dans l'Assemblée de Saint Marc, réunion de colons qui avait abusé l'Assemblée Constituante, trompé l'Assemblée législative en secouant le joug de la France pour se détacher de la mère patrie et poursuivait sa duplicité politique face à la Convention.
- 21 Peu avant de développer cet argument, Dufay a introduit un argument de poids pour la première fois dans son discours, au moment où il évoquait le rôle de la noblesse comme une caste de traîtres, se sentant supérieurs par son sang et donc se plaçant hors de l'égalité fondatrice de la République. La question de la race intervient à ce moment-là tel un indice précieux : « Tous ces insensés se regardaient comme une race privilégiée, et prétendaient que les citoyens de couleur étaient placés au-dessous d'eux par la nature et ils ne pouvaient pardonner à ces derniers la réintégration dans leurs droits qui avait été prononcés par l'Assemblée nationale. Galbaud ministre des vengeances de sa caste, voulut les faire tous égorger³⁷. » En un carrefour de sens, se trouve face à face, deux groupes, se distinguant par le sang et la couleur, qualifiante ou disqualifiante, en un sens inversé de la distinction nobiliaire, le sang des uns devenant infâme, le sang des autres n'étant plus un handicap pour l'intégration dans la cité³⁸. Le thème de la race, même s'il n'est pas central dans le discours de Dufay, révèle un indice puissant de la performativité du thème. Le racialisme fait son entrée dans la parole politique en ce 16 pluviôse, il indique bien que pour certains, c'est biologiquement que les noirs ou les libres de couleur ne peuvent accéder à la citoyenneté.
- 22 Au détour de cet argument, le second acteur le plus cité par Dufay apparaît. Ils sont, pour le député blanc, un groupe héroïsé, sorte d'idéal de ce que la citoyenneté française peut proposer dans les Antilles. Ils sont « les citoyens de couleur », appelés plus souvent par Dufay, « les citoyens du 4 avril » faisant explicitement référence au décret défendu et voté par Brissot et ses proches, dans l'Assemblée législative, donnant aux libres de couleurs les droits civiques³⁹. Cités 13 fois, ils représentent le groupe sur lequel les commissaires de la République peuvent s'appuyer car ils forment un lien évident entre les nouvelles lois qu'ils désirent et appellent de leurs vœux et la population des noirs dont ils sont en partie issus.
- 23 Une fois les acteurs posés dans leur conflictualité, et leur division manichéenne, nécessaires pour la cause à défendre, divisés en bons et méchants, républicains et contre-révolutionnaires, il faut expliquer deux événements totalement incompréhensibles vus de la métropole : les journées des 20, 21 et 22 juin, puis la décision du 29 août 1793 qui en est la conséquence directe.
- 24 Longtemps occultés, les trois journées de la fin du mois de juin qui se déroulent au Cap Français sont les plus sanglantes de la Révolution française, journée du 10 août 1792 comprise. Bien que toute statistique précise demeure impossible, la récente et fort documentée étude de Jeremy Popkin évoque entre 3 000 et 10 000 morts sans compter les destructions qui les accompagnent⁴⁰. Hommes mutilés, femmes violées, population blessée se rajoutent à ce concentré de violence inouïe pour les témoins, les acteurs et l'ensemble des Caraïbes qui entendent longtemps parler de cet événement traumatique pour les maîtres qui le cachent par tous les moyens⁴¹. L'attaque par le général Galbaud de la ville contre les patriotes inaugure un déluge de violence, lorsque se rendant

compte de leur défaite certaine, les deux commissaires civils français, risquant de se faire massacrer avec les citoyens de couleur, se laissent convaincre et décident de faire appel aux esclaves noirs qui se sont révoltés hors de la ville. Ces esclaves en révolte tiennent la campagne, sans pour autant avoir fait alliance avec les envoyés de la République⁴². Ces esclaves mènent de leur côté leur combat pour assurer leur liberté quitte à négocier comme Toussaint Louverture à l'époque avec des Espagnols, ou quitte à recevoir de l'argent des anglais pour ne pas combattre avec les Français⁴³.

- 25 C'est là que l'impensable se produit et qui constitue le centre du récit de Dufay. Les noirs en armes passent du côté des patriotes, c'est-à-dire les libres de couleur liés aux blancs opposés à la plantocratie. Leur volte-face inattendue par Galbaud, preuve qu'aucun lien naturel ne liait esclaves et République française, inverse le rapport de force. Par ce retournement sur le champ de bataille, la victoire est remportée. A leur tour les esclaves ralliés, se livrent à un massacre sans précédent de colons blancs, prix à payer pour sauver Le Cap de la sédition royaliste et garder cette partie vitale et stratégique de Saint-Domingue sous l'autorité de la France républicaine. Ce résumé dont l'enchaînement des faits semble clair aujourd'hui, ne l'est pas du tout pour les Conventionnels qui écoutent le récit de Dufay, enrobé de toute une rhétorique emberlificotée qui doit mener à cette démonstration : on n'a pas donné la liberté par philanthropie mais par simple calcul politique et tout simplement parce que sur place, on ne pouvait rien faire d'autre... Pour la bonne et simple raison qu'on avait en face de soi des hommes armés qui pouvaient, sans cette assurance de la liberté conférée à l'issue de leur combat, passer du côté des ennemis.

Les esclaves, qui étaient en insurrection depuis deux ans, instruits par les flammes et les coups de canon que le Cap était attaqué [...] se présentent en armes devant vos délégués. Nous sommes nègres, français, leur dirent-ils ; nous allons combattre pour la France, mais pour récompense nous demandons la liberté. Ils ajoutèrent même *les droits de l'homme* [...] Les commissaires civils préférèrent les ranger du parti de la République d'autant plus qu'ils étaient aguerris depuis deux ans aux exercices de la guerre [...] Les noirs sentaient leur force ; ils auraient pu même les tourner contre nous si on les avait indisposés. Il n'y avait plus à balancer dans la position où se trouvaient vos délégués ; ils déclarèrent donc que la liberté serait accordée, mais seulement aux guerriers qui combattraient pour la République contre les Espagnols et les ennemis intérieurs⁴⁴.

- 26 La leçon politique s'impose les noirs (15 fois nommés ainsi en plus de toutes les autres périphrases pour les dénommer), appelés ensuite par trois fois « citoyens nouveaux » ont conquis leur statut politique par les armes. Dufay décrit l'obtention d'une citoyenneté à main armée, une citoyenneté de guerre. Le discours du Conventionnel de Saint-Domingue n'invente point seulement la citoyenneté universelle, puisque le problème des libres de couleur était réglé, il redouble son invention par la possibilité de conquête de la citoyenneté par le sang versé, armes à la main. Bien avant l'article 9 de la constitution de l'an III, votée durant le mois d'août 1795, faisant de chaque soldat, quelle que soit sa classe sociale, un citoyen de droit, les noirs révoltés ont imposé cette réalité à la République et sont devenus pleinement sujets de droits et citoyens de la République par les armes portées⁴⁵. Bien mieux même ! Les noirs guerriers n'ont fait que faire constater leur liberté sans nationalité, pour entrer dans la République⁴⁶. Forts de leur pouvoir, ils font pression sur les délégués pour que deux populations nouvelles intègrent la République, les esclaves qui n'ont pas combattu... Et leur famille ! Les deux nouveautés sidérantes, pour qui sait lire, demande de la part de Dufay un autre fort

long développement pour faire accepter la nouvelle aux députés dont on imagine la constante surprise.

- 27 Dans un second temps donc, il faut expliquer comment la liberté a pu être conférée à tous les noirs qui n'avaient pas combattu ! Les « nouveaux citoyens » sont contagieux de façon heureuse et transportent partout dans le nord de l'île la nouvelle et leur conquête que tous désirent. La conclusion s'impose : « Vous serez convaincus, j'espère que c'est la force des événements qui a amené ensuite, qui a entraîné la grande mesure de liberté dans la partie nord⁴⁷. » Ainsi contextualisée, encore pour des raisons de tactique politique, la Liberté générale est proclamée par Sonthonax pour toute la partie nord de Saint-Domingue le 29 août 1793.
- 28 Tout à coup, une troisième rupture scande le texte. Les femmes noires sont mises en avant, comme matrice de la citoyenneté future des esclaves émancipés⁴⁸. Dufay doit encore expliquer cette concession historique jamais mise en valeur à notre connaissance. Manifestement, « les nouveaux citoyens » ont su créer un rapport de force original. Pourquoi devraient-ils se contenter et remercier les députés de ce qu'ils ont conquis seuls : leur liberté ? Dufay apporte leurs propos disant leur maturité politique : « nous vous observons que la liberté que vous nous avez accordée nous l'avons déjà⁴⁹ ! » Le député blanc de Saint-Domingue explique sans tergiversations cette fois, à ses collègues, qu'ils sont loin des bons nègres reconnaissants de la générosité de leurs anciens maîtres leur ayant concédé l'émancipation. Ce sont eux qui mènent la négociation et puisqu'ils ont sauvé la colonie française, ils ont une exigence qu'il faut entendre : ils ne veulent pas seulement la liberté pour eux mais désirent plus, ils exigent la preuve officielle de la liberté pour leurs femmes et pour leurs enfants, et donc leur citoyenneté. Les noirs combattants s'avèrent fins politiques, comprenant que leur futur passent par la liberté de leurs femmes et donc de leur progéniture. « Ce n'est pas la faute de nos femmes si elles n'ont pas pu s'armer pour la France. Peut-on les punir de la faiblesse de leur sexe ? Pourquoi les rendre plus malheureuses que nous ? Elles partagent nos sentiments pendant que nous nous battons pour la France, elles les inspireront à nos enfants ; elles travailleront pour nourrir les guerriers⁵⁰. » Il faut faire une pause et réaliser ce qui se dit et se passe. Au moment où la Convention vient d'expulser les femmes de la vie politique active le 30 octobre 1793, quelques semaines plus tôt leur interdisant de créer des clubs féminins, par le décret Amar, les soldats noirs, nouveaux citoyens français, imposent que la liberté soit conférée à leurs femmes, en un geste unique à notre connaissance, celui d'une population libérée et exigeant pour sa moitié féminine les mêmes droits⁵¹. Liberté genrée, citoyenneté féminine exigée, pour des populations dont une partie éclairée et bienveillante du pays des droits de l'homme pensait qu'il faudrait plusieurs années pour les faire graduellement évoluer vers la maturité civique et civile, ce n'est pas trop mal... Et encore, faut-il souligner que les Condorcet et consorts étaient de sincères avocats de la cause noire. L'historien doit faire ici un effort réel pour tenter d'imaginer ce que pouvait être « La femme noire » dans le paysage mental du conventionnel moyen : le dernier de tous les êtres humains de la République... Pourquoi d'ailleurs en aurait-il été autrement en fonction d'une culture et d'une opinion dominante ? Etre démunie, appelant considération et compassion certes mais quel rapport avec leurs époux demandant pour elles la liberté et donc le statut politique de la citoyenneté⁵² ! La citoyenneté noire et genrée, sans graduation aucune vers l'émancipation, à bien lire ce texte, démultiplie le cercle de la République jusqu'à intégrer la femme noire dans la cité nouvelle inventée à Paris en

septembre 1792⁵³. Ce n'est pas tout. « Les nouveaux citoyens » n'ont pas fini avec leurs revendications. En plus de leurs épouses, ils exigent que leurs enfants soient aussi faits libres en une vision familialiste de la citoyenneté qui lui donne toute sa valeur et son sens, sans cens⁵⁴. « Quant à nos enfants, c'est notre propriété, c'est notre sang. On n'a jamais pu disposer de notre postérité ; les garder dans l'esclavage, c'est nous condamner à un malheur éternel, c'est nous arracher la vie⁵⁵. » Dans ces conditions, Dufay peut conclure : « N'était-il pas d'une politique sage et éclairée de créer de nouveaux citoyens ? », avouant la détermination des noirs à ne rien céder ni pour eux, ni pour leurs femmes, ni pour leurs enfants. Dans un article jamais cité par les spécialistes de l'histoire de l'abolition, et pour cause, son auteur antirévolutionnaire est ouvertement raciste en 1898, l'importance de l'émancipation des femmes est décrite comme le symbole même du désordre régnant sur l'île. Ludovic Sciout remarque que c'est le 11 juillet que « Sonthonax, resté seul, décréta l'affranchissement par mariage des femmes et des enfants de ces nègres (sic) qu'il venait d'affranchir », pour faire « tourner la justice de cette mesure au profit des mœurs de la décence publique. » Et Sonthonax de publier la loi du 22 septembre « pour détourner tous ces nègres et négresses de se marier à l'église » ce qui renforçait le dégoût de l'historien conservateur à la fin du XIX^e siècle démontre aujourd'hui l'audace de l'envoyé républicain, conscient de sa mission d'édifier une citoyenneté pour les femmes aussi, facteur d'ordre au contraire de l'anarchie dénoncée de façon fallacieuse⁵⁶.

- 29 Après ce triple coup de semonce, il s'agit de rassurer les conventionnels et de démontrer que la liberté accordée est le contraire de l'anarchie et que, malgré le rapport de force en défaveur des députés, ils n'ont jamais perdu les intérêts de la patrie, dans tous les sens du terme. Dufay doit percevoir que son auditoire n'est peut-être pas entièrement convaincu de la justesse de la politique adoptée sur place par les représentants. Un long développement consiste à démontrer que l'accord sur la liberté générale posait en contrepartie pour les anciens esclaves, l'exigence de sujétion à résidence « dans leurs habitations respectives, soumis à une discipline sévère, à un travail journalier, contre un salaire déterminé. Dufay conclut pour rassurer tous les conventionnels : « Ils sont en quelque sorte comme » attachés à la glèbe... qu'ils [les députés] considèrent que la mesure prise par les commissaires civiles n'a pas été spontanée, qu'il ont été contraints de l'adopter pour sauver la souveraineté nationale⁵⁷ » ! On ne saurait mieux décrire le sens de cette liberté générale, comme une imitation d'une nuit du 4 août, abolissant la féodalité mais la faisant racheter par trente années de labeur... Dévoilant du même coup, pourquoi la postérité du 16 pluviôse n'a point été associée à ce texte qui explique la justification de la liberté générale en la minimisant sans cesse ! Dufay qui a lu Malouet avant 1789, et s'est intéressé aux modes de gestion de la plantation utilise ensuite l'argument libéral par excellence afin de rassurer ses collègues point forcément enclins à accepter que tous jouissent de la liberté générale surtout les travailleurs dans les plantations. La liberté n'est pas à craindre, poursuit Dufay, comme l'a démontré Adam Smith, entre autres. Les hommes libres sont toujours plus productifs que les serviles ; travaillant sans entrave, leur productivité est incomparablement supérieure à celle des esclaves, et leur production de bien meilleure qualité⁵⁸. « Que les habitants de nos villes de commerce soient détrompés, que les commerçants se rassurent [...] qu'ils lisent la proclamation du 29 août ; qu'ils apprennent que les noirs travailleront à les rembourser et d'autant plus volontiers qu'ils auront un salaire raisonnable à espérer pour leur travail, pour leurs sueurs⁵⁹. » La situation économique est sauve, une forme d'engagisme vient de remplacer la

servitude, nuancant de suite la liberté octroyée. Les intérêts de la France sont à ce prix et Dufay de conclure « Les négociants s'applaudiront bientôt du nouvel ordre des choses qui va s'établir à Saint-Domingue, et dorénavant le commerce, y reposant sur le respect des engagements accroîtra la prospérité de la métropole⁶⁰. » Le député blanc sait qu'il touche là une corde des plus sensibles. Depuis de longs mois, comme l'a démontré Manuel Covo, les Conventionnels ont en tête le projet d'un acte de navigation qui permettrait de construire une riposte commerciale contre l'Angleterre, vrai fantôme du texte de Dufay. Un plan de commerce donnerait la possibilité aux négociants français de pouvoir échanger plus facilement avec leurs homologues américains tout en renforçant la flotte commerciale de la métropole, à la condition de pouvoir battre sur mer anglais et espagnols, ce qui est loin d'être réalisé, d'où les efforts redoublés pour ne pas laisser en déshérence la marine et le plan engagé par Jeanbon qui doit raisonner à ce moment-là dans l'esprit des auditeurs de Dufay⁶¹. L'orateur redouble de persuasion pour expliquer la situation aux négociants assis dans les bancs de la Convention. Il leur faut faire des efforts pour se détacher des « planteurs contre-révolutionnaires » qui se font appeler « patriotes mais qui ne le sont pas⁶². » Il leur faut commercer avec les libres de couleurs, fidèle à la République et non avec d'autres négociants, les colons sécessionnistes, vrais « fédéralistes » qui voulaient « un gouvernement particulier à chaque département, c'est-à-dire le régime intérieur (ou petit corps législatif) régime tant désiré, tant sollicité par les colons parce que c'est une indépendance de fait⁶³. » Les négociants doivent se tourner vers un commerce républicain avec d'autres républicains et refuser désormais un profit né du trafic des hommes et de la permanence de l'esclavage. Ils doivent inventer une nouvelle richesse conforme à la République et peuvent compter sur « les nouveaux citoyens » et « ceux du 4 avril » qui ne cessent de prêter serment de servir jusqu'à leur dernier sang le nouveau régime.

- 30 L'impératif consiste donc après cet épisode de guerre civile, de consolider la position des authentiques patriotes dans l'île, soutenir l'effort de guerre plus que jamais nécessaire pour espérer conserver la perle des Antilles. Les négociants peuvent aussi participer à cet effort de guerre. Les noirs sont « quatre cent mille à la disposition de la République » et n'ont point besoin de combattants de métropole. Les jeunes hommes en France défendent la frontière orientale du pays, « les nouveaux citoyens » sa frontière occidentale sur la mer des Caraïbes. La France est une et indivisible par-delà les océans. Ils ont besoin de poudre et d'un tribunal révolutionnaire pour terroriser les ennemis de l'intérieur et combattre ceux de l'extérieur derrière lesquels se trouvent toujours le même personnage entêtant qui revient hanter la seconde partie du texte de Dufay, autre figure repoussoir autrement plus dangereuse que le seul Galbaud : le groupe détesté des « émigrés. » Ils sont dépeints comme responsables des pires maux qui ont ravagé l'île. Par leur trahison, ils ont livré les ports aux Anglais et l'intérieur des terres aux Espagnols. Partout ils répandent les idées contre-révolutionnaires, dans les îles autour de Saint-Domingue mais surtout aux Etats-Unis, à Philadelphie. Autour de Talon et Noailles, ils seraient « quatorze ou quinze mille⁶⁴. » Galbaud quant à lui, passé au Canada, continue la lutte contre la République. Ce sont d'ailleurs ces Français dénaturés qui ont failli faire un mauvais sort à la délégation des trois députés débarqués à Philadelphie. Ici, intervient l'anecdote qui donne tout son sens à la citoyenneté universelle donnée aux combattants pour la cause française. Le député Belley, agressé par un de ces hommes à poignard qui lui demande :

Comment coquin, tu oses être officier dans un régiment ; tu as l'insolence de vouloir commander des blancs ? Et pourquoi pas ? leur répondit mon collègue (et avec une fierté énergique, l'expression de celui qui sent profondément sa dignité d'homme) ; je sers depuis vingt-cinq ans sans reproche, et quand on sait sauver des blancs et les défendre, on peut bien les commander⁶⁵.

- 31 Le député-officier noir vient d'entrer dans l'histoire, il y demeurera définitivement devenant l'icône en ce début de XXI^e siècle du citoyen noir, grâce au tableau peint par Girodet quelques années plus tard en 1797. Belley posant devant le buste de Raynal entre dans la légende... A la fin du XX^e siècle, car qui s'est intéressé à cette toile auparavant⁶⁶ ? Comme souvent, l'anecdote loin de se perdre en détail, parvient à l'essentiel de la leçon politique, fable civique, agissante parce que réel :

1. Le citoyen noir est le révélateur de la posture raciale du contre révolutionnaire blanc.
2. Le soldat noir devenu officier incarne une fidélité aux principes de courage et de valeur de la République en guerre.
3. L'Officier devenu député s'exprime avec la force d'un législateur défendant de l'autre côté de l'océan les intérêts supérieurs de la Convention et de la patrie.

- 32 De façon pudique Dufay passe sur la fin du périple et l'accueil plutôt frais des autorités françaises à leur égard lors de leur débarquement dans la métropole. Le dernier argument longuement développé revient plutôt sur les avantages à intégrer les Noirs dans la République. Dufay se lance dans un développement politique démontrant les qualités naturelles mais méconnues du Noir. Tout comme les colons essentialisent son infériorité d'homme retardé, voici Dufay qui fait de « l'Africain » un archétype de l'homme naturellement bon, en une description rousseauiste de ses qualités premières. « Les noirs ne sont pas cruels, [...] ils sont patients, exorables, et généreux. Les noirs ont même le germe des vertus, ces vertus leur appartiennent, leurs défauts viennent seuls de nous ; ils sont naturellement doux, charitables, hospitaliers, très sensibles à la pitié filiale, ils aiment la justice et ont le plus grand respect pour la vieillesse ; ces vertus, peuple français, les rendent encore plus dignes de toi⁶⁷. » Le portrait idéal ne repose pas que sur l'énonciation de poncifs traçant le portrait du bon nègre. Il vise à désarmer un autre discours déjà à l'œuvre, visant à l'essentialisation de la violence quasi animale du noir et de son infériorité native⁶⁸. Il intègre surtout le noir dans la communauté des bons maris, des bons fils, des bons frères qui doivent peupler la République familialiste du modèle montagnard, plaçant les vertus de « la petite patrie » au point cardinal de la construction de la cité⁶⁹. La fin du discours de Dufay insiste sur cette nouvelle Révolution qui vient de s'accomplir à Saint-Domingue. Une providence a voulu que le nouveau monde connaisse le bouleversement du « genre humain » promis par la Révolution française, porté par les « Lumières, les sciences et les progrès perfectionnés. » Le message universaliste de 1789, puis la République de 1792, sont apparus en même temps en une force inouïe dans la troisième révolution des Caraïbes en 1793. En une construction en miroir, savamment amenée en fin de discours et provoquant un sommet rhétorique déclenchant force « acclamations ». Les Français de Saint-Domingue ont réinventé la citoyenneté tricolore « Européens, Créoles, Africains », pour construire la République dans « le nouveau monde » en un miroir politique avec la Révolution républicaine de France⁷⁰. La République américaine n'a su aller aussi loin demeurant esclavagiste. Saint-Domingue doit devenir le berceau de la liberté d'une nouvelle humanité enfin réconciliée avec elle-même autour des principes républicains.

- 33 Dufay a parlé... Et a été oublié. Son discours cesse là en cette acmé qui fait de la République une Providence.
- 34 Commence alors la discussion bien connue entre les députés mais dont certains détails échappés aux historiens de l'abolition de l'esclavage méritent d'être signalés. Sans attendre, Levasseur prend la parole pour demander un décret d'abolition de l'esclavage conformément à la Déclaration des droits de l'homme. Désire-t-il se rattraper de son initiative empressée à vouloir décréter d'accusation Sonthonax et Polverel le mois de juillet précédent ? La discussion révèle dans un premier temps la différence entre les députés qui confondent les hommes libres de couleur (Delacroix) et ceux qui connaissent bien situation et la différence entre noirs et libres de couleur (Grégoire). C'est pour cette raison, que l'abbé républicain insiste pour que le terme d'esclavage soit explicitement présent dans le décret dont la rédaction est discutée, afin de lever toute ambiguïté et empêcher les planteurs de jouer sur une confusion entre les deux catégories et surtout démontrant par là même sa volonté d'expurger le droit républicain des fausses pudeurs du droit d'Ancien régime qui refusait le terme sous le prétexte qu'il souillait la langue juridique du royaume mais acceptait toute la réalité de la servitude humaine⁷¹. Finalement Delacroix propose que « la Convention nationale décrète que l'esclavage est aboli dans toute l'étendue du territoire de la République ; en conséquence, tous les hommes sans distinction de couleur jouiront des droits de citoyens français⁷². »
- 35 Trois autres faits marquant : la scène de liesse commentée par Cambon, l'intervention de Danton avec l'ambiguïté qui l'entoure, enfin la nouvelle rédaction du projet de décret « après quelques discussions sur les différentes rédactions⁷³. » Une citoyenne de couleur, Marie Dupré, fidèle auditrice des débats, perd connaissance ce qui lui vaut la reconnaissance de ses vertus civiques demandées par le député Cambon, proche de Danton. La politique de l'émotion fait partie de la vie de l'assemblée et les simples membres des tribunes participent de ce fait à la vie législative.
- 36 Quelques semaines plus tard, l'artiste Monciaux produit un dessin d'une intensité rare.

Nicolas-André MONSIAU, *L'abolition de l'esclavage par la Convention, le 16 pluviôse an II (4 février 1794)*⁷⁴

- 37 Fiction visuelle, tout est vrai, mais rien ne fut disposé ainsi en réalité. La femme noire assise pour se remettre, l'étreinte des députés de Saint-Domingue, la joie sans retenue de la salle, la fierté du président de la séance. Dans la réalité le débat se poursuit.
- 38 Quel sens donner ensuite à l'intervention de Danton qui affirme que ce décret est « la mort de l'anglais » mais demande que le décret soit renvoyé « aux Comités de Salut Public et des colonies, pour combiner les moyens de rendre ce décret utile à l'humanité sans aucun danger pour elle⁷⁵. » Que dévoile cette double remarque de l'abolitionniste convaincu qu'est Danton ? Une forme de cynisme politique, la liberté des noirs dans une colonie en révolte ouverte servant de ferment subversif dans les colonies esclavagistes anglaises jamais trop éloignées ? Le seul calcul de rendre plus productif l'esclave devenu libre pour concurrencer le commerce anglais ? La demande de renvoi aux comités exprime-t-elle une volonté de repousser la connaissance du vote de la loi et lui laisser son pur effet d'annonce ? Il semble que ce soit exactement le contraire : Danton ne sait que trop qu'une loi votée n'est qu'un premier pas mais que son décret d'application, visé par les comités de la Convention, constitue la mise en marche de son effectivité et donc constitue sa réalité par son application rapide en ce temps de gouvernement révolutionnaire⁷⁶. Laissons le bénéfice du doute à celui qui rappelle son rôle dans la « mise en scène » du discours de Dufay, refusant qu'il fut prononcé la veille devant une Convention moins fournie, laissant une fois de plus la question en suspens de l'absence de plus fortes personnalités du Comité de Salut Public.
- 39 Danton peut conclure que la France va reprendre le rang et la place que lui confère son énergie, répétée deux fois, gage de sa diplomatie républicaine. Le tribun se veut on ne peut plus clair : il faut lancer les frégates : « soyons surs des bénédictions de l'univers et de la postérité⁷⁷. » Les hommes proches de Robespierre demeurent invisibles et ont

laissé la main au groupe proche de Danton de bout en bout. Reste un dernier point pour cette journée déjà chargée. Réintégrer les deux innomés, les deux innommables jusqu'à ce point de la discussion⁷⁸, tant que la Convention n'a pas légitimé la délégation des députés de Saint-Domingue, ni légalisé l'action sur place de ses commissaires civils. Il revient à Bourdon de l'Oise de prononcer les noms propres de Polverel et Sonthonax et par là même les sortir de leur statut de hors-la-loi, n'existant plus pour les législateurs⁷⁹. Leurs noms prononcés, ils se trouvent réintégrés dans le cercle de la citoyenneté par l'argument de Bourdon, démontrant de façon imparable que le vote du décret constitue l'entière approbation de leur action en tant que commissaires de la République. Victoire totale du groupe dantoniste qui vient de sortir de l'indignité nationale les deux suspects de girondisme fédéraliste, sans qu'un seul montagnard représentant une autre sensibilité ne prononce un mot.

Et si le 17 pluviôse comptait autant que le 16 ?

- 40 Le débat n'est pas terminé. Si les historiens de l'abolition se sont le plus souvent arrêtés au décret, sans lire Dufay ou le commenter, encore plus rares sont ceux qui ont lu l'épilogue du débat. Le lendemain, 17 pluviôse an II (5 février 1794), toute l'attention de l'historiographie tenue en haleine par le grand discours de Robespierre sur la vertu en République. Et pourtant l'épilogue du décret du 16 pluviôse se joue ce jour-là, inventant de façon inattendue et passée inaperçue, les fondements d'une réflexion sur la notion de crime contre l'humanité⁸⁰.
- 41 De nouveau, après que le secrétaire de séance, Goupilleau, ait lu procès-verbal de la séance précédente, le débat se reporte sur la rédaction du décret. Un député non identifié revient sur deux éléments, la nécessité selon lui d'effacer le mot esclavage, qui « salit » la langue, preuve d'une résistance consciente ou non à la destination précise du décret, mais rajoute de façon plus constructive et pertinente que l'on précise bien que « les colonies font partie intégrante de la République française⁸¹. » Cette seconde proposition constitue un jalon intéressant à pointer dans la perspective d'une abolition même de l'idée de colonie. Afin de construire la République, il ne faut pas seulement que les hommes soient égaux mais que les territoires sur lesquels ils vivent le soient également et sans nulle distinction. La constitution de l'an III achèvera ce mouvement en proclamant de la façon la plus claire qui soit cette vérité en transformant les colonies en départements et en effaçant toute rupture géographique, fut-ce l'océan, entre tous les espaces de la France⁸². Delacroix, encore lui, critique justement la première proposition et injustement la seconde ne saisissant pas la nouveauté de la proposition. Charlier et Dufay qui reprend la parole, pour la première fois depuis la veille, insistent sur le fait que les « nègres ne se croiront libres que lorsque la loi portera expressément l'expression d'abolition de l'esclavage⁸³. » Grégoire réintervient dans un sens proche de celui de Danton la veille, rappelant que le décret doit retentir aussi dans les colonies espagnoles comme abolition de l'esclavage. Thuriot, un autre député fort proche de Danton, fait remarquer avec raison que la loi ne se met qu'en conformité avec la constitution ; à la suite de quoi Reubell, partageant les idées de Danton prédit l'importance de ce décret dans le nouveau monde. Goupilleau lit la version finale renvoyé au Comité de Salut Public et présente une rédaction définitive ainsi que le mode d'exécution. Finalement le *Décret sur l'abolition de l'esclavage des nègres*, passé sous silence par la majorité des historiens de l'abolition, est adopté le 1^{er}

avril 1794 (12 germinal an II). Danton a le temps de voir sa demande exaucée : il lui reste quatre jours à vivre. « La Convention nationale déclare que l'esclavage des nègres, dans toutes les colonies, est aboli. En conséquence, français, et jouiront de tous les droits assurés par la constitution⁸⁴. » Ce n'est pas là un détail mais une information nouvelle, car elle permet de confirmer sans doute que le Comité de Salut Public a bien statué sur le décret de la Convention, lui conférant toute sa valeur.

- 42 Fin de ce court moment digne d'entrer dans les plus belles pages de l'histoire de la Révolution française, n'en déplaie aux historiens critiques ou aux pourfendeurs des idées faussement philanthropiques des Conventionnels et tout particulièrement dans ce cas, des hommes proches de Danton ?
- 43 Contre toute attente mais avec une grande rigueur logique, Roger-Ducos prend la parole pour soulever un problème passé encore plus sous silence par l'historiographie et au moins aussi important que la citoyenneté universelle : que faire maintenant de la citoyenneté des émigrés ? Roger-Ducos lance un débat dont l'importance éclaire tout le sens de la citoyenneté en République dans son immense positivité et dans ses points aveugles. En quelques mots, le député résume le problème de façon lumineuse : si les esclaves ont la citoyenneté française au nom de l'abolition de l'esclavage, il est donc impossible que d'autres citoyens français puissent posséder des esclaves, où qu'ils soient dans le monde. S'ils persistent dans cette propriété infâme, ils doivent être déchus du titre « honorables du citoyens français.⁸⁵ ». Concrètement, Roger-Ducos vient d'expliquer que les émigrés sont comme des combattants qui sont partis du territoire national pour combattre les valeurs de la République, en continuant de posséder des esclaves, ils rompent avec les valeurs de la France républicaine, ils ne peuvent plus faire partie du souverain. Ce sont eux qui se sont exclus de la citoyenneté. Dans ces conditions, ils sont déchus de la citoyenneté française. Ils n'en sont plus dignes et ne peuvent revenir sur le territoire national⁸⁶. Le débat rebondit de suite. Ducos-Roger vient de soulever un problème peu remarqué par les historiens de la citoyenneté dans cette République naissante : comme une politique de vase communicante, il semble que la citoyenneté octroyée à une majorité dans un élan positif empêche une minorité de conserver leur citoyenneté, les renvoyant dans une sorte d'ostracisme contemporain. La République ne peut faire de tous les français des citoyens. Pour que le plus grand nombre soit dans le cercle civique, il faut qu'une minorité en soit exclue, ou renonce à une de ses marqueurs identitaires. Pour que 400 000 noirs soient citoyens français il faut que quelques milliers de propriétaires ne le soient plus ou renoncent à leur bien, ce que la morale politique ne peut qu'encourager, mais qui démontre que la citoyenneté de plus grand nombre et donc souhaitable, s'édifie aussi sur l'exclusion, fut-elle juste d'une minorité. Avant 1789, 1 % de privilégiés excluait le Tiers-Etat de tout pouvoir, en 1794, 99 % excluent ou tente d'exclure 1 % de toute influence. Comme si le modèle d'intégration se voulait d'autant plus fort qu'il excluait, ne serait qu'une proportion infime de la population. Les républicains conséquents doivent l'assumer, en pensant cette dynamique déséquilibrée et positive plutôt que de la nier. Ce n'est pas un hasard si rigoureusement au même moment, les jacobins sont épurés de leurs nobles de naissance, parmi lesquels les plus virulents démocrates, Félix Lepelletier de Saint-Fargeau, le frère de Michel, et Antonelle qui se demandent dans quelle République ils vivent où on leur fait payer leur naissance, alors qu'ils ont toujours combattu pour l'égalité de tous les êtres, et ont abandonné tous leurs privilèges pour participer à l'édification d'une République sans distinction de richesse de couleur et de naissance⁸⁷. Le problème n'est pas le même entre les nobles

jacobins exclus du club en février 1794 et les émigrés contre-révolutionnaires possédant encore des esclaves ! Cependant, la mécanique de la citoyenneté de la majorité des uns contre la minorité des autres éclaire un point aveugle et fort importante de l'obtention du titre de citoyen dans l'Etat républicain et démocratique naissant.

- 44 D'ailleurs deux autres députés dont Dubouchet s'opposent à cette mesure car elle implique une intrusion dans les « gouvernements étrangers ». Le second insiste sur la difficulté dans laquelle se trouveraient ces personnes. Elles seraient, soit obligées de se soumettre aux principes des pays étrangers, c'est à dire renoncer à la citoyenneté française, soit contraintes de renoncer à leur « propriété » continue d'affirmer Dubouchet...utilisant ce dernier terme pour désigner des êtres humains. Ces propriétaires deviendraient rebelles dans leur pays d'accueil, et seraient certainement tenues de le quitter. Le spectre d'un autre décret comme ceux du 19 novembre 1792 ou du 15 décembre 1792 revient, il hante des députés quelque peu timorés à l'idée de la réception de la loi française dans des pays ennemis⁸⁸. Les directives diplomatiques énoncées par Robespierre le 27 brumaire an II (17 novembre 1793), définissant les axes d'une politique étrangère pour la République et réclamant de bonnes relations avec les pays neutres et les Républiques, donc les Etats-Unis d'Amérique esclavagistes, guident-elles les propos du prudent Dubouchet ?
- 45 La pusillanimité de Dubouchet pour ses compatriotes émigrés et propriétaires d'esclaves pousse, Thuriot, connu pour son fort caractère à s'exprimer avec vigueur et netteté. Ce très proche de Danton rappelle les principes de la Constitution : tout celui qui porte attentat à la liberté d'un citoyen mérite la mort. Dans ces conditions, la perte de citoyenneté n'est pas une peine suffisante, il faut songer à la condamnation la plus grave contre ce qui est depuis la veille un « crime de lèse humanité⁸⁹. » Dans la colère, qu'on lui peut lui prêter volontiers, Thuriot vient de bricoler une avancée déterminante dans l'histoire des idées politiques qui naissent de faits bien précis. Après le crime de lèse-majesté structurant le droit d'Ancien régime, après le crime de lèse nation, qui a vu le jour sous la constituante et fut utilisé jusqu'à la Législative, le terme avait disparu du vocabulaire courant des politiques. De la personne à la nation, de nation à l'humanité, Thuriot opère un saut qualificatif sans précédent, semble-t-il, introduisant le concept et sa radicale nouveauté à l'occasion de l'obtention de la citoyenneté noire. L'intuition naît de la violation de tous les droits fondamentaux des personnes, niés par les émigrés doublement coupable envers leur pays et le droit des gens⁹⁰. Cette lecture du 17 pluviôse montre que le concept serait né ce jour-là et son application positive consisterait en la reconnaissance de la citoyenneté noire, telle une réparation politique et juridique.
- 46 La nouveauté est telle que personne ne la remarque ni ne la reprend. Coupé de l'Oise termine la discussion en poussant la logique de la citoyenneté universelle contre la dégradation des émigrés dans son dernier retranchement : il propose de distribuer les terres des émigrés aux nouveaux citoyens en une authentique révolution sociale. Le partage de la terre constituerait le bouleversement politique de la veille, quelques semaines avant que Saint-Just ne propose son décret du 13 ventôse an II (3 mars 1794), sur la redistribution des biens des émigrés aux citoyens les plus pauvres en métropole. Si les noirs deviennent des citoyens, ou les émigrés acceptent leur égalité, ce qui doit être insupportable selon leurs habitus, ou bien ils quittent la nation française, et doivent pour cela abandonner leur propriété aux nouveaux citoyens. Las, ce qui aurait

pu devenir comme le souhaitent la majorité des esclaves affranchis, une portion de la République française sous la forme d'un espace recouvert de petites propriétés, sera refusé par les chefs noirs et notamment Toussaint Louverture souhaitant restaurer le système de la grande propriété et de l'attachement strict des noirs à la plantation. Pour le moment, Thuriot après son intuition de 150 ans en avance par rapport à la justice du procès de Nuremberg, repart dans le combat politique, ce qu'il maîtrise mieux, capitalisant la victoire des hommes proches de Danton pour demander des comptes au Comité de Sûreté Générale sur l'enfermement des députés lors de leur arrivée à Paris. Dubarran président de la convention ce jour-là, descend du fauteuil et explique ce qui selon lui a été une méprise réparée par le Comité qui a rendu tous leurs papiers aux trois députés. L'incident est clos et l'affaire qui a fait en un vote, citoyens 400 000 hommes et femmes quelques mois auparavant esclaves se termine par une escarmouche de politique franco-française, élément de plus annonçant le drame de germinal...

- 47 Encore une fois, Yves Benot vit juste lorsqu'il démonta la discussion entre députés de métropole le 16 pluviôse, montrant à part égale la dimension purement opportune et improvisée du décret, et en même temps la longue préparation des esprits par une partie de l'opinion sincèrement abolitionniste depuis le début des années 1780-1790.
- 48 L'abolition n'en est pas moins grandiose mais l'on comprend mieux en relisant les 16 pages du discours de Dufay pourquoi les historiens se sont si peu confrontés à ce texte qui est une concession, une justification et une légitimation plus que l'affirmation d'un principe heureux, plus que l'évidence d'une injustice enfin réparée, plus que la volonté républicaine d'inventer un nouveau monde et qui ne demande pas formellement l'abolition de l'esclavage. Il faut l'intervention de députés, en grande majorité proches de Danton, pour s'en rendre compte et parvenir à la rédaction non sans peine du décret de l'abolition de l'esclavage. L'absence de députés proches de Robespierre dans le débat continue d'interroger. Le lendemain tel un processus de maturation ouvrant l'avenir sans le percevoir vraiment, mais n'est-ce pas cela une authentique situation révolutionnaire ? Un député, loin d'être connu pour être un théoricien de l'Assemblée ou un adepte de néologisme politique, bricole l'expression de crime de lèse-humanité pour évoquer l'esclavage, un autre propose de distribuer les terres des planteurs comme forme de compensation réparatrice.
- 49 Malgré sa hardiesse et son audace, toute dantonienne, ce n'est pas madame Taubira qui, en 2001, a inventé l'esclavage comme un crime contre l'humanité et donc délit imprescriptible, appelant dans l'article 4 de la loi au devoir de mémoire et d'histoire par le développement des études sur la traite et le système des plantations⁹¹. N'en déplaise à tous les historiens qui se croient novateurs en refusant ce qu'ils appellent une histoire repentir, le crime de lèse-humanité pour évoquer l'esclavage, n'est point un anachronisme sortie de l'esprit de madame Taubira, il est une réflexion déjà émise en 1794, lorsque tous les noirs furent faits citoyens par le vote d'une Assemblée nationale française, et par là même, lorsque le respect de leur dignité politique laissa clairement voir sa conséquence logique : la traite ne pouvait être qu'un crime contre l'humanité.
- 50 C'est la grandeur de la Convention d'être parvenue, dans une crise politique permanente à cette hauteur de débat...

NOTES

1. Robert PALMER, *Le gouvernement de la Terreur*, Paris, EHESS, 1989,.
2. Entre autres ouvrages qui ont servi de base à cet article : Cyril Lionel Robert JAMES, *The Black Jacobins*, New York, Vintage books 1963 (1^{ère} éd. 1938) ; Yves BENOT, *La Révolution française et la fin des colonies, 1789-1794*, Paris, La Découverte, 1987 ; Frédéric REGENT, *la France et ses esclaves*, Paris Fayard ; Bernard GAINOT, *Les officiers de couleur dans les armées de la République et de l'Empire (1792-1815)*, Paris, Karthala, 2007 ; Laurent DUBOIS, *Les vengeurs du nouveau monde. Histoire de la Révolution haïtienne*, Paris, Les Perséides, 2005 (1^{ère} éd. 2004) ; David GEGGUS, *A turbulent time, Slavery, War and Revolution in the Greater Caribbean, 1789-1815*, Indiana, Indiana University Press, 1997 ; Jean-Daniel PIQUET, *L'émancipation des noirs sous la Révolution française*, Paris, Karthala, 2001 ; et Caroline FICK, *Haïti, naissance d'une nation. La révolution de Saint-Domingue vue d'en bas*, Rennes, Les Perséides, 2014 (1^{ère} éd. 1990).
3. Jean-Pierre LE GLAUNEC, *L'armée indigène. La défaite de Napoléon en Haïti*, Montréal, 2013 ; et Philippe GIRARD, *Ces esclaves qui ont vaincu Napoléon : Toussaint Louverture et la guerre d'indépendance haïtienne*, Rennes, Les Perséides, 2012.
4. Pierre SERNA, « Lorsque la loi fait la Révolution aux Colonies...ou l'empire des lois républicaines », dans Frédéric RÉGENT, Jean-François NIORT et Pierre SERNA (dir.), *Les Colonies la Révolution française, la loi*, Rennes, PUR, 2014, p. 263-282.
5. Parmi les historiens qui ont commenté le décret, notons parmi des interprétations tout à fait différentes la lecture fort rigoureuse et tout en nuance d'Yves BENOT in *La Révolution française et la fin des colonies*, op. cit., p. 180-187, dans, Frédéric RÉGENT, Jean-François NIORT et Pierre SERNA (dir.), *La Révolution française et la fin des colonies*, op. cit. ; Florence GAUTHIER, « Le rôle de la députation de Saint-Domingue dans l'abolition de l'esclavage », dans Marcel DORIGNY (dir.), *Les abolitions de l'esclavage. De L. F. Sonthonax à V. Schoelcher, 1793, 1794, 1848*, Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 1995, p. 199-211, ne consacre que 13 lignes au texte de Dufay, p. 205 ; Plus précieux, de Florence Gauthier, « inédits de Dufay, Santerre, et L. Leblois au sujet de l'arrivée de la députation de Saint-Domingue à Paris », *Annales historiques de la Révolution française*, n° spécial « Révolutions aux colonies », 1993, p. 514-518 ; Jean-Daniel Piquet propose une analyse rapide du discours dans Jean-Daniel PIQUET, *L'émancipation des Noirs dans la Révolution française (1789-1795)*, Paris, Karthala, 2002, p. 333-356 ; Jeremy Popkin consacre un chapitre de près de 50 pages à la date du 16 pluviôse en retraçant le contexte de façon remarquablement exhaustive tout en ne consacrant que trois pages au discours de Dufay : Jeremy POPKIN, *You are all free. The Haitian Revolution, and the Abolition Of Slavery*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 359-361 ; Encore récemment, David Geggus, dans l'anthologie qu'il vient de faire paraître, cite le décret, mais n'inclut pas le discours : David Patrick GEGGUS, *The Haitian Revolution : A Documentary History*, Indianapolis, Hackett Publishing Company, 2014, p. 112.
6. La notice Dufay dans le catalogue général de la BNF confirme avec moins de dix titres d'ouvrages voire des justifications fort courtes, une production n'ayant aucun rapport avec la hauteur et la puissance du discours du 4 février 1794.
7. Marcel REINHARD, Georges LEFEBVRE et Marc BOULOISEAU (dir.), *Archives parlementaires, de 1787 à 1860. Première série de 1787 à 1799, tome 84, du 9 au 25 pluviôse an II (28 janvier au 13 février 1794)*, Paris, CNRS, 1962, p. 268-292 (désormais AP).
8. <https://collection-baudouin.univ-paris1.fr/> sur les 43 occurrences du mot esclaves dans les 20 047 décrets des assemblées révolutionnaires, il faut attendre la 20^e occurrence en février 1794 pour que le mot soit strictement référencé à celui des africains, mis en servitude et transportés de force dans les colonies : <http://artflsrv02.uchicago.edu/cgi-bin/philologic/contextualize.pl?p>.

44. boudouin0314.42130 ; voir également sur ce décret et la difficulté de son application, la lecture fort critique, à nuancer, de Miranda Frances SPIELER, « The Legal Structure of Colonial Rule during the French Revolution », *The William and Mary Quarterly*, 2009, vol. 66, n° 2, p. 365-408.

9. Gabriel DEBIEN, *Les Colons de Saint-Domingue et la Révolution. Essai sur le Club Massias (août 1789-août 1792)*, Paris, Armand Colin, 1951.

10. Voir Yves BENOT, « Comment la Convention a-t-elle voté l'abolition de l'esclavage en l'an II », *Annales Historiques de la Révolution française*, 1993, n° 3-4, p. 349-363 ; Voir également *Débats qui ont eu lieu entre les accusateurs et les accusés, dans l'affaire des colonies, Imprimés en exécution de la loi du 4 pluviôse*, Paris, Imprimerie Nationale, 1795.

11. *Ibid.*, p. 352.

12. On doit à un article de Jean-Charles BENZAKEN de précieux éclaircissements : « Louis-Pierre Dufay, député abolitionniste et homme d'affaires », *AHRF*, 2012, n° 2, p. 61-85 ; AN, F7 4685, dossier 4, p. 63.

13. A propos de l'ouvrage de Florence GAUTHIER, *triomphe et mort du droit naturel en Révolution*, Jeremy Popkin, preuves à l'appui, réfute point par point l'argumentation qui ferait passer le 16 pluviôse pour un moment d'acmé d'une politique du droit naturel voulue, pensée et organisée par Robespierre et ses proches ; voir Jeremy POPKIN, *You are all free...*, *op.cit.*, p. 13-14 puis p. 327-357 ; Voir également Florence GAUTHIER (dir.), *Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! Contributions à l'histoire de l'abolition de l'esclavage, 1789-1794*, Paris, Société des Etudes Robespierriennes, 2001.

14. AP, *op.cit.*, p. 268-269.

15. Voir, Discours de Jeanbon-Saint-André au nom du Comité de Salut Public sur la police d'embarcation et de débarcation, dans AP, *op.cit.*, p. 270-272 ; Voir aussi, Martine ACERRA et Jean MEYER, *Marines et Révolution*, Rennes, Ouest France, 1988.

16. Article VII : « Ceux des mousses, novices ou matelot qui, dans l'instruction à bords des vaisseaux auront manifesté une application et des talents qui les rendent propres à servir la Patrie dans des grades plus élevés, en recevront une attestation de l'état-major et de l'équipage du vaisseau... », AP, *op.cit.*, p. 272.

17. Olivier ARANDA, *La bataille de Prairial : le Fleurus de la marine républicaine*, mémoire de M1, soutenu sous la direction de Pierre Serna, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, juin 2014.

18. Sur la lutte économique entre l'Angleterre et la France et la question des colonies voir : Manuel COVO, « Le Comité des colonies », *La Révolution française* [En ligne], 3 | 2012, mis en ligne le 20 décembre 2012, Consulté le 15 décembre 2014. URL : <http://lrf.revues.org/692> et David PLOUVIEZ (Martine Acerra, préf.), *La Marine française et ses réseaux économiques au XVIII^e siècle*, Paris, Les Indes savantes, 2014.

19. Voir, AP, *op.cit.*, p. 271, et Suzanne DESAN, Lynn HUNT et William Max NELSON (dir.), *Revolution in global perspective*, Cornell, Cornell University press, 2013, et plus particulièrement Pierre SERNA, « Every Revolution is a War of Independence », p. 165-182.

20. Albert MATHIEZ, *Etudes robespierristes, la Corruption parlementaire sous la Terreur*, Paris, Armand Colin, 1917.

21. Alan POTOFISKY, *Constructing the Capital in the Age of Revolution*, Basingstoke and New York, Palgrave Macmillan, 2009.

22. AP, *op.cit.*, p. 276.

23. Il n'est pas inutile de mentionner ce genre d'anecdotes entre pure vérité et emphase rhétorique. Elles expliquent grandement le paysage mental des députés dans une tension émotionnelle forte, entre micro-récit de vie et règlement des affaires de la France. Cette fable authentique dit la sensibilité aussi exacerbée dans la politique des droits de l'homme et l'ambiance dont l'historien ne peut plus faire l'économie au moment de saisir dans quelles

disposition peuvent se trouver les députés avant d'abolir l'esclavage. Voir Lynn HUNT, *L'invention des droits de l'homme. Histoire psychologie et politique*, Genève, Markus Haller ed., 2013 (1^{ère} éd. 2007).

24. Jean-Charles BENZAKEN, art. cit.

25. Sur les déclarations de fortune des députés, voir Philippe BOURDIN, « Les déclarations de fortune des conventionnels en l'an III-an IV », communication donnée au colloque *Vertu et politique : les pratiques des législateurs (1789-2014)*, 18-20 septembre 2014, à paraître en 2015.

26. Jean-Charles BENZAKEN, art. cit., p. 64-66.

27. Voir, Yves BENOT, *La Révolution française et la fin des colonies...*, op. cit., p. 135-156.

28. Timothy TACKETT, *Par la volonté du peuple. Comment les députés sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.

29. Laurent DUBOIS, *Les vengeurs...*, op. cit., p. 132.

30. Voir, Gabriel DEBIEN, « Aux origines de l'abolition de l'esclavage », *Revue d'Histoire des Colonies*, n° 36, 3^e et 4^e trimestre 1949, p. 348-356.

31. Voir, Marie-Jeanne ROSSIGNOL, « A black Declaration of independence? War, Republic, and Race in the United States of América, 1775-1787 », dans Pierre SERNA, Antonino De FRANCESCO et Judith MILLER (dir.), *Republics at War, 1776-1840. Revolutions, Conflicts, and Geopolitics in Europe and the Atlantic World*, London-New-York, Palgrave Macmillan, 2013, p. 107-130.

32. Levasseur présente les deux commissaires civils comme des fauteurs d'anarchie qui vexent les citoyens du Cap obligés de fuir dans les montagnes... leur intention serait d'introduire les anglais et les espagnols sur le territoire français. Sur Sonthonax, voir Robert Louis STEIN, *Léger-Félicité Sonthonax : The Lost Sentinel of The Republic*, London, Rutherford/Fairleigh Dickinson-University Press, 1985. Sur Polverel, voir François Blancpain, *Etienne de Polverel, Libérateur des esclaves de Saint-Domingue*, Rennes, Ed. Les Perséides, 2010.

33. AP, tome 69, (15-29 juillet 1793), séance du 16 juillet 1793, p. 39

34. Sur François Thomas Galbaud-Dufort, voir le chapitre que lui consacre Jeremy POPKINS dans *You are all free...*, op. cit. p. 155-188 et sur les faits tels qu'ils ont été rapportés ensuite voir Garran de COULON, *Rapport officiel sur les troubles de Saint Domingue*, Paris, Imprimerie nationale, An V-VII (1798-1799).

35. Jean-Luc CHAPPEY, « Du malheur d'être né de race noble... » les pétitions des nobles face au décret du 27 germinal an II », dans Philippe BOURDIN (dir.), *Les noblesses française dans l'Europe de la Révolution*, Rennes, Pur, 2010, p. 53-68.

36. Ailleurs il est signalé avec insistance qu'« il a rallié à lui les officiers de marine, [...] reste impur de l'ancienne marine royale », dans AP, op. cit., tome 84, p. 277 et 281.

37. AP, tome 84, op.cit., p. 277.

38. Sur le discours autour de la valeur biologique de la noblesse, de son sang et de sa perception en tant que race, au XVIII^e siècle, voir Pierre SERNA, « Le Noble », dans Michel VOVELLE (dir.), *L'homme des Lumières*, Paris Seuil, 1996, p. 81-86 et Guillaume AUBERT, « "The Blood of France" : Race and Purity of Blood in the French Atlantic World », *The William and Mary Quarterly*, 2004, vol. 61, n 3, p. 439-478.

39. Sur ce groupe intermédiaire d'hommes libres de couleur et son rôle déterminant, voire les travaux de Frédéric RÉGENT, *la France et ses esclaves de la colonisation aux abolitions, (1620-1848)*, Paris Grasset, 2007 et Frédéric RÉGENT, *Esclavage, métissage, liberté. La Révolution française en Guadeloupe, 1789-1802*, Paris, Grasset, 2004.

40. Voir Jeremy POPKIN, *You are all free...*, op. cit., p. 2 sur « l'oubli » ou le déni de la violence à outrance des révolutions, guerres et guerre civile en Haïti, voir également le récit de la bataille de Vertières en novembre 1803, se soldant par la victoire, pour la première fois d'une troupe noire contre un corps expéditionnaire colonial et son consciencieux oubli dans le roman national français dans Jean-Pierre LE GLAUNEC, *L'armée indigène...*, op. cit., p. 57-80.

41. Voir David GEGGUS sur l'onde de choc des nouvelles qui proviennent de Saint-Domingue et se propageant dans toute la Caraïbe : « The French Revolution and Haitian revolution and resistances to slavery in the Americas : an overview », 1989, *Revue Française d'histoire d'Outre-Mer*, 282-3 (1989), p. 107-124, et Alejandro E. GOMEZ, *Le spectre de la révolution noire. L'impact de la révolution haïtienne dans le monde atlantique, 1790-1886*, Rennes, Pur, 2013.
42. Voir le fort complet chapitre de Caroline FICK, « La liberté » dans Caroline FICK, *Haïti..., op. cit.*, p. 307-351.
43. Sur Toussaint Louverture : Pierre PLUCHON, *Toussaint Louverture*, Paris Fayard, 1989 ; Jean-Louis DONNADIEU, *Toussaint Louverture, le Napoléon noir*, Paris, Belin 2014 ; Jacques CAUNA, *Toussaint Louverture : le grand précurseur*, Sud-Ouest, 2012.
44. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 278.
45. Voir Constitution de l'an III, Titre II « Etat politique des citoyens », article 9, dans Jacques GODECHOT, *Les Constitutions de la France depuis 1789*, Paris, GF. 1970, p. 104
46. Voir Frédéric RÉGENT, « From Individual to Collective Emancipation : War and the Republic in the Caribbean during the French Revolution, dans Pierre SERNA, Antonino De FRANCESCO et Judith MILLER (dir.), *Republics at War*, *op. cit.*, p 165-186
47. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 278.
48. Judith KAFKA, « Action, Reaction and Interaction: Slave Women in Resistance in the South of Saint Domingue, 1793-94 », *Slavery & Abolition*, 1997, vol. 18, n° 2, p. 48-72.
49. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 278.
50. *Ibidem*.
51. Aucun des européens libérés par les troupes durant l'aventure des Républiques sœurs n'a eu cette exigence à ma connaissance aussi formellement et précisément énoncée. Ni Annie Jourdan pour la République Batave, ni Silvia Arletaz pour la République helvétique, ni Antonino de Francesco pour les Républiques sœurs italiennes ne signalent ce fait.
52. En ce début de République les femmes africaines et déportées ne sont pas que la matrice de la race et de la domination coloniale, voulus par les métropolitains, elles ont pu être dans ce discours, la matrice de la République sous les tropiques, par le désir de leurs compagnons, exigeant plus que tout pour elles, la dignité qu'ils avaient conquis pour eux par les armes. Voir Elsa DORLIN, *La matrice de la race, Généalogie sexuelle et coloniale de la Nation Française*, Paris, La Découverte, 2006, chapitre 9 « La nation à l'épreuve des colonies », p. 193-209.
53. Pourquoi ce silence de tous les spécialistes de l'histoire coloniale autour de ce fait ? Sûrement parce que dans la réalité des faits, les hommes n'ont pu réellement jouir de cette liberté ? Pourtant l'histoire ne se tisse-t-elle pas d'un entrelacs complexe et subtil de principes et d'actions, de paroles et de faits, de germes et de floraison, de concepts et d'événements ; ce qui compte ici est l'intentionnalité des noirs et l'obligation dans laquelle se trouve Dufay de s'expliquer sur ce rapport de force imposé par les soldats noirs en faveur de leurs femmes, qu'il ne considère pas incongru de rapporter devant la Convention nationale.
54. Sans même connaître les débats de la Constituante cette vision familialiste de la citoyenneté ensemble et partagée sous le même toit, confirme les intuitions de Anne Verjus sur la représentativité politique de la famille et sa réalité dans la France révolutionnaire voir. Anne VERJUS, *Le cens de la famille. Les femmes et le vote, 1789-1848*, préface de Mona OZOUF, Paris, Belin, 2002.
55. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 278.
56. Ludovic SCIOUT, « La révolution à Saint-Domingue. Les commissaires Sonthonax et Polverel », *La revue des questions historiques*, 1898, p. 400-477, p 451.
57. *Ibid.*, p. 279.
58. Sur ce discours de la liberté productive, voir Bernard GAINOT et Marcel DORIGNY, *La société des amis des noirs (1788-1799). Contribution à l'histoire de l'abolition de l'esclavage*, Paris, Unesco, 1998.
59. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 279

60. *Ibidem*.

61. La thèse de Manuel COVO, *Commerce et révolutions dans l'espace atlantique. Etats-Unis-Saint-Domingue. 1784-1806*, François Weil (dir.), soutenue le 13 novembre 2013, transforme radicalement l'approche de l'histoire économique de Saint-Domingue dans son contexte politique. Du même auteur, Manuel COVO, « Le Comité des colonies », *La Révolution française* [En ligne], 3 | 2012, mis en ligne le 20 décembre 2012, Consulté le 15 décembre 2014. URL: <http://lrf.revues.org/692>

62. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 279

63. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 280.

64. *Ibidem*.

65. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 281.

66. Voir Anne LAFONT, *Girodet*, Paris, Biro Editeur et RMN, 2005.

67. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 282.

68. Voir Sue PEABODY et Tyler STOVALL, *The Color of liberty, Histories of race in France*, Durham, Duke University Press, 2003, p. 11-27; Michel DUCHET, *Anthropologie et histoire au siècle des Lumières: Buffon, Voltaire, Rousseau, Helvétius, Diderot*, Paris, Albin Michel, 1995, p. 255-256.

69. Voir Anne VERJUS, *Le Roman conjugal*, Seyssel, Champ-Vallon, 2011.

70. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 283.

71. Sur le refus du parlement d'évoquer le mot pour trancher le cas des esclaves débarquant sur le royaume de France qui ne pouvait accepter de servitude, voir Pierre BOULE, *Race et esclavage dans la France de l'Ancien régime*, Paris, Perrin, 2007.

72. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 283.

73. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 284.

74. Plume, lavis de bistre avec de légers rehauts de gouache. Paris, musée Carnavalet / Roger-Viollet, D. 6008, 24008-3.

75. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 284.

76. Le décret du 14 frimaire qui réorganise le gouvernement a justement été voté pour accélérer l'application des lois en conférant aux comités et envoyés en mission des pouvoirs accrus.

77. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 284.

78. Sur la dignité citoyenne retrouvée des deux hommes et le sens de cette réintégration dans la cité républicaine voir Anne SIMONIN, *Le déshonneur dans la République. Une histoire de l'indignité (1791-1958)*, Paris, Grasset, 2008.

79. Depuis le 23 décembre précédent, et leur soirée houleuse aux jacobins, soit six semaines avant les faits relatés ici, Desmoulins, Fabre d'Eglantine, Philippeaux, et Bourdon de l'Oise se savent observés par les hommes proches de Robespierre. Bourdon de l'Oise, par calcul, par nécessité, par conviction, opère un rapprochement avec Danton et un éloignement toujours plus fort de Robespierre, voir Adolphe THIERS, *Histoire de la Révolution française*, Paris, Bureau des Publicistes illustrés, tome 2, p. 430-433 (8^e éd.)

80. Jean-Philippe FELDMAN, « Crime contre l'humanité », dans Denis ALLAND et Stéphane RIALS (dir.), *Dictionnaire de la culture juridique*, Paris, PUF, 2003.

81. AP, tome 84, *op.cit.*, séance du 17 pluviôse an II, p. 326

82. Jacques GODECHOT, *Les Constitutions...*, *op. cit.*, p. 104 : Constitution de l'an III, article 6, « Les colonies française sont parties intégrantes de la République, et sont soumises à la même loi constitutionnelle », suit la liste des départements : le premier cité est l'île de Saint Domingue divisé en 4 ou 6 départements ou plus à délimiter.

83. AP, tome 84, *op.cit.*, p. 326. Preuve, s'il en est que ce ne sont pas les droits naturels, quelle que soit leur légitimité par ailleurs qui fondent le réel, mais bien le droit positif.

84. <http://artflsrv02.uchicago.edu/cgi-bin/philologic/contextualize.pl?p.46.baudouin0314.306684> D'après Robert L. Stein, le biographe de Sonthonax (Robert L. STEIN, *Léger-Félicité Sonthonax...*, *op. cit.*, p. 111-112), Robespierre signa bien la réintégration des deux

députés en approuvant leur décision mais point le décret d'abolition. Stein ne fait que reprendre les conclusions de Lefebvre et de Mathiez. Robespierre était persuadé qu'après les Brissotins, cette victoire des hommes proches de Danton cachait un complot ou une manipulation à éclaircir. Voir aussi Jeremy POPKIN, *You are all free...*, op. cit., p. 366.

85. AP, tome 84, op.cit., p. 327.

86. Sur le concept d'indignité nationale, voir Anne SIMONIN, *Le déshonneur dans la République. Une histoire de l'indignité 1791-1958*, Paris, Grasset 2008.

87. Voir Pierre SERNA, *Antonelle Aristocrate révolutionnaire, 1747-1817*, Paris, Le félin, 1997, « le stigmate ou la tache originelle », p. 221-230. Le noble démocrate pointe avec justesse cette impasse républicaine imposée par Robespierre en lutte contre les factions : « Nous vous séparerons de ce que vous aimez le plus, vous n'avez pas voulu d'un privilège d'orgueil et de prééminence, nous vous doterons d'un privilège de réprobation » p. 229.

88. Voir Virginie MARTIN, « In Search of a Glorious Peace? Republican Diplomats at War, 1792-1799 », dans Pierre SERNA, Antonino De Francesco et Judith MILLER (dir.), *Republics at War...*, op.cit., p. 107-130.

89. AP, tome 84, op.cit., p. 327.

90. Sergio LUZZATO, *L'automne de la révolution. Luites et cultures politiques*, Paris, Honoré Champion, 2002, p. 31. L'auteur soutient que l'idée est apparue dans le débat autour de Carrier, de la bouche de Cambon, lors de la séance du 3 frimaire an III (voir le Moniteur XXII, p. 595). Le concept de crime contre l'humanité apparaît pour la première fois en tant que notion proprement juridique en 1945 dans le statut du Tribunal militaire de Nuremberg, établi par la Charte de Londres.

91. Voir la loi du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité dite loi Taubira. Article 4 « [...] est instauré un comité de personnalités qualifiées, parmi lesquelles des représentants d'associations défendant la mémoire des esclaves, chargé de proposer, sur l'ensemble du territoire national, des lieux et des actions qui garantissent la pérennité de la mémoire de ce crime à travers les générations. La composition, les compétences et les missions de ce comité sont définies par un décret en Conseil d'État pris dans un délai de six mois après la publication de la loi n° 2001-434 du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité. » Voir aussi Patrick WEIL, « Politique de la mémoire : l'interdit et la représentation », *Esprit*, février 2007, p. 124-142.